

## PARLEMENT WALLON

# TTIP : la majorité veut la suspension des discussions

**PS et cdH veulent des balises plus claires** avant de poursuivre les discussions avec les États-Unis sur le Traité transatlantique.

• **Martial DUMONT**

**C'**est clair : après des heures d'audition au Parlement wallon, PS et cdH l'ont dit hier au ministre président Magnette en faisant adopter une résolution qui demande au fédéral, via le gouvernement wallon, la suspension des négociations avec les USA sur le TTIP (Traité transatlantique de commerce et d'investissement) qui doit entrer en vigueur début 2016.

La majorité wallonne veut donc que la Belgique demande à la commission européenne de suspendre les discussions, le temps de redéfinir son mandat. Pourquoi ?

**1. Pas d'étude sur les effets** Aucune donnée scientifique ne permet d'établir si un tel traité d'échange apportera à l'Europe des effets positifs ou, au contraire pervers.

**2. Pertes financières** Les droits de douane représentent 12 % des ressources européennes, les abaisser ou les supprimer pour les produits en provenance des USA seraient une perte sèche pour l'Europe.

**3. Perte de valeurs** Le TTIP impliquerait que les normes américaines et européennes sur les produits, l'agriculture mais également les investissements, les marchés, doivent s'harmoniser. Or, analysent PS et cdH, les standards ne sont absolument pas les mêmes. Les Américains, en matière sociale, environnementale, etc. sont beaucoup moins regardants. Tandis que, analyse la majorité wallonne, l'Europe est, justement, en train d'essayer de réguler une série de domaines pour éviter les dérapages, dont celui des banques. S'aligner sur

les Américains, ce serait carrément renoncer à ce qui fait la spécificité de l'Europe.

**4. Non à l'ISDS** Les Américains veulent absolument que les arbitrages sur les problèmes de libre-échange se fassent au travers d'une institution neutre (l'ISDS) et non via la Justice. Pour le cdH et le PS c'est hors de question. Ce serait laisser la porte ouverte aux géants industriels qui n'obtiennent pas ce qu'ils veulent : récemment, le groupe Véolia a saisi l'ISDS parce que l'Égypte, voulait augmenter le salaire de ses ouvriers...

**5. Inverser la méthode** Ce que proposent globalement les Américains à l'Europe : on se met d'accord sur tout en matière d'échanges. Et on peut éventuellement négocier des exceptions. Ce que veulent les Wallons : qu'on dresse une liste de produits et de services qu'on pourrait effectivement échanger sans crainte de mettre en péril nos valeurs sociales, financières et environnementales. Et exclure tout le reste. ■

## Libre-échange à quel prix ?

Le TTIP prévoit l'abolition des droits de douanes entre États-Unis et Union européenne.

Les accords transatlantiques apporteraient également « une harmonisation progressive des réglementations et de la reconnaissance mutuelle des règles et normes en vigueur ». Les pays signataires devraient

également s'engager à une « mise en conformité de leurs lois, de leurs règlements et de leurs procédures ».

Le but, évidemment : faciliter les échanges commerciaux. Mais à quel prix ? Celui de l'abaissement des normes sociales et environnementales

européennes estiment les détracteurs du TTIP.

Et ils sont nombreux : une pétition pour son abolition est actuellement signée par 2 millions d'Européens. Pour être ratifié, le TTIP devra être avalisé par tous les Parlements des 28 États membres de l'Union européenne.

**M. Dum.**